

« Partout, les Frères musulmans ont été renversés »

ANTOINE BASBOUS est fondateur et directeur de l'Observatoire des pays arabes.

LE FIGARO. - Comment la Tunisie en est-elle arrivée à ce qui apparaît comme une impasse politique ?
Antoine BASBOUS. - C'est une crise de régime qui a été engendrée par plusieurs facteurs. La Constitution tunisienne est un curieux mélange entre un régime parlementaire et un régime présidentiel. Cette architecture bizarre nourrit les conflits de légitimité, le pouvoir n'étant pas entre les mains du président élu au suffrage universel mais au sein du Parlement. Le jeu des partis renforce l'instabilité politique. Le premier d'entre eux est le premier responsable de cette situation. Le parti islamiste Ennahdha a multiplié les choix opportunistes par crainte d'être balayé comme les Frères musulmans égyptiens. Ennahdha s'est ainsi allié au président Béji Caïd Essebsi, dont le programme était à son opposé, et qui incarnait une Tunisie séculière. Puis Ennahdha a pactisé avec Nabil Karoui, alors que ce parti l'avait qualifié de corrompu et avait promis de ne jamais passer alliance avec lui. Les Tunisiens ne se retrouvent plus dans ce système brouillon et confus. À cela s'ajoute la corruption, qui sévit à tous les étages. Après la révolution, les anciens corrompus ont été rejoints par de nouveaux corrompus, et les uns et les autres pillent l'État. L'économie tunisienne n'a pu le supporter et elle s'est d'autant plus lourdement effondrée que la pandémie de Covid a pesé sur l'activité et un secteur touristique qui avait précédemment souffert du terrorisme. Le gâteau économique était déjà assez sec quand sont venus se servir les gens d'Ennahdha, qui avaient été privés de prébendes sous Ben Ali, et l'UGTT, la grande centrale syndicale qui a mené des grèves et revendiqué des revalorisations salariales.

Le président Saïed a toujours décrié la constitution actuelle, et il ne croit pas plus aux partis politiques et aux syndicats. Il vante une démocratie directe, irriguée par des comités populaires, ce qui semble le rapprocher de l'unique référence connue : la Jamahiriya de Kadhafi. Les blocages, la cacophonie institutionnelle, le chaos parlementaire, la gabegie et la corruption : l'image de la démocratie tunisienne était fortement dégradée et l'économie du pays en piteux état quand le président Saïed a décidé de donner le coup de grâce au système.

Kaïs Saïed vient-il de mettre un point final à ce printemps arabe qui, ailleurs qu'en Tunisie, semble déjà appartenir à l'histoire ancienne ?

La Tunisie a connu une expérience unique puisqu'elle a pu renverser l'autocrate qui la dirigeait sans verser dans la guerre civile. Dans ce pays, depuis 2011, une nouvelle Constitution a été adoptée, trois présidents ont été successivement élus, plusieurs parlements ont été librement choisis, et les urnes ont permis une alternance gouvernementale. Mais la démocratie ne se limite pas à la scène électorale. En

Tunisie, l'esprit démocratique a parfois manqué. Les députés ont souvent confondu le Parlement avec une cour de récréation. Plusieurs d'entre eux en sont même venus aux mains devant les caméras de télévision. Pour l'instant, le printemps tunisien n'a pas versé dans la violence, et ce pays a été épargné par les guerres qui ont frappé la Syrie, la Libye ou le Yémen. Mais la Tunisie doit au plus vite sortir de l'impasse actuelle, car sinon sa situation économique désastreuse engendrera de nouvelles révoltes.

Quels sont les soutiens, dans le monde arabe, de Kaïs Saïed ?

Tous les ennemis des Frères musulmans sont les amis du président tunisien, à commencer par les Émirats arabes unis, l'Égypte et l'Arabie saoudite. Des représentants de ces trois pays ont dernièrement fait le voyage à Tunis afin d'apporter leur soutien diplomatique au président Saïed, et on peut penser que des aides financières ont été promises. Dix ans après, les Frères musulmans que les printemps arabes avaient portés au pouvoir ont partout été renversés. Le Maroc est peut-être une exception, encore que le PJD, qui est arrivé en queue de peloton aux récentes élections professionnelles, semble vivre une fin de règne.

Comment l'Occident, notamment au travers du FMI, peut-il soutenir la Tunisie ?

L'Occident espérait faire de la Tunisie le modèle d'une transition pacifique vers la démocratie dans le monde arabe. Depuis dix ans, le FMI a accordé trois plans d'aide à ce pays. Mais la Tunisie n'a jamais honoré ses engagements et les réformes qui devaient être prises en contrepartie des aides allouées n'ont jamais vu le jour. Ce pays d'à peine 12 millions d'habitants compte quelque 680 000 fonctionnaires et sa dette publique représente désormais 100 % de son PIB, soit 30 milliards d'euros. Les effectifs du secteur public n'ont toujours pas baissé, ils ont au contraire augmenté ; les subventions publiques de même ; aucune véritable restructuration industrielle n'a été conduite...

L'instabilité constitutionnelle nourrit le cycle d'élections, et personne ne veut tailler dans le vif pour ne pas gâcher ses chances électorales. Mais si la Tunisie ne fait pas les efforts demandés, les Occidentaux ne pourront plus faire grand-chose. Le FMI est aujourd'hui plus exigeant qu'hier : il n'est pas là pour financer la gabegie et la corruption. La Tunisie est au pied du mur.

Kaïs Saïed est-il prêt à engager une politique d'austérité ?

Il ne semble pas être arrivé à ce stade de réflexion. Pour l'instant, Kaïs Saïed fait du populisme et délivre quotidiennement de beaux discours dans un arabe classique. Il engrange les bénéfices d'une classe politique déconsidérée, la popularité et les pleins pouvoirs. Dans un deuxième temps, s'il est parvenu à conforter sa légitimité, il sera contraint de tenir compte du FMI pour recevoir ses aides. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR T. P.

« En Tunisie, l'esprit démocratique a parfois manqué. Les députés ont souvent confondu le Parlement avec une cour de récréation », affirme Antoine Basbous. OPA

